

Un combat exemplaire et des Assemblées Générales déterminées et lucides

Depuis le 10 juin au soir, les cheminots se mobilisent à l'appel de la CGT et de SUD-Rail pour obtenir une autre réforme du ferroviaire.

Le Gouvernement optant pour le passage en force a lancé la patate chaude aux parlementaires.

Les députés (bien peu nombreux, les autres seraient-ils en grève ?) étudient donc les amendements des différents groupes parlementaires, sous la pression des cheminots en grève.

Cette procédure parlementaire à l'Assemblée Nationale doit être suspendue dans la nuit du 19 au 20 juin et se concrétiser par un vote solennel sur les amendements.

Alors que les amendements continuent d'être discutés au Parlement, force est de constater que le travail en séance n'a pas permis d'améliorer le texte initial.

Le peu de propositions d'amendements qui aurait pu renforcer un tant soit peu le caractère intégré de notre entreprise est détricoté ou tout simplement retoqué.

Ce qui confirme bien l'ambition du Gouvernement, de sa majorité Gouvernementale au Parlement de mettre à mal le dernier grand service public national de notre pays.

D'ailleurs, le rapporteur de cette loi, Gilles SAVARY, ne parle plus d'EPIC mais de filiales, quand il évoque « SNCF Réseau » et « SNCF Mobilité ». Il ne parle plus de Groupe public ferroviaire, mais de Holding. Le projet Pépy de démantèlement du service public ferroviaire serait-il donc avalisé ?

Alors NON, les Fédérations CGT et SUD-Rail ne partagent pas plus ces amendements aujourd'hui qu'avant la grève !

Ne négligeons pas l'appui essentiel que représentent pour le Gouvernement et la direction de la SNCF, les accords dits de modernisation signés par l'UNSA et la CFDT.

Au moment où les députés s'apprêtent à voter une loi qui accélérerait les suppressions de lignes, de trains, de gares, de guichets, la baisse de la sécurité, engendrerait l'explosion des tarifs, les cheminots ont raison de maintenir la pression.

Aujourd'hui, les cheminots, avec les intermittents du spectacle, les salariés d'autres professions se sont mobilisés largement. Dans tout le pays, des manifestations importantes ont rassemblé les cheminots, les salariés en lutte : ils étaient près de 7000 à Paris, 1000 à Toulouse, 700 à Marseille pour l'intérêt général, le service public SNCF.

CE COMBAT EST JUSTE, UTILE ET IL EST LOIN D'ETRE TERMINE !

Le fait que la droite s'apprête à voter cette loi démontre bien que c'est l'Entreprise de service public SNCF, le statut des salariés qui sont au bout du fusil avec comme seule volonté : la concurrence sauvage sur les rails !

Cette grève est légitime. L'esprit de responsabilité des cheminots devrait engager certains sur la voie de l'humilité, voire de la discrétion, d'autant qu'aucun amendement ne répond aux exigences et revendications portées dans ce conflit ! Aujourd'hui, plusieurs Assemblées Générales ont décidé de suspendre le mouvement dans un état d'esprit offensif. Pour tous, le même message : le combat n'est pas terminé.

Au 9^{ème} jour, les suites ou non du mouvement appartiennent à ceux qui sont les moteurs de cette mobilisation exemplaire.

Les Fédérations CGT et SUD-Rail appellent à maintenir l'unité des cheminots dans les décisions qui seront prises dans les Assemblées Générales, cohésion qu'il nous faut garder face aux tenants du libéralisme et ceux qui l'accompagnent.